

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 17/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ADDIPLAST S.A.**

Z.I. de Campine  
43620 Saint-Pal-de-Mons

Références : UID4243-EAR-23-311-V2

(Annule et remplace le précédent rapport référencé UID4243-EAR-23-311 daté du 03/10/2023)

Code AIOT : 0005600255

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement ADDIPLAST S.A. implanté Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADDIPLAST S.A.
- Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Addiplast est une société française spécialisée dans la fabrication et la coloration de compounds et masterbatches pour l'injection et l'extrusion.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Stockage de produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 1  | Prévention des risques                     | Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 8.4              | /  | Lettre de suite préfectorale   | 6 mois                |
| 6  | Modification des conditions d'exploitation | Code de l'environnement du 30/07/2021, article R 181-46-II | /  | Mise en demeure, dépôt de dossier  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2  | Etiquetage des produits chimiques             | Règlement européen du 16/12/2008, article 17           | /  | Sans objet        |
| 3  | Fiche de données de sécurité                  | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5 | /  | Sans objet        |
| 4  | Etat des stocks de produits chimiques         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49           | /  | Sans objet        |
| 5  | Capacités de rétention des produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI   | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de relever des observations et non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra apporter des éléments de réponse selon les délais mentionnés dans le présent rapport. Il est par ailleurs proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement (mise en demeure) suite au constat de l'exploitation d'un nouveau bâtiment de stockage sans disposer de l'autorisation requise.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des risques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 8.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.<br>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.<br>L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones pouvant présenter des risques d'incendie ou d'émanations toxiques dues aux produits stockés ou utilisés. Il distingue 3 types de zones : <ul style="list-style-type: none"><li>- les zones à risque permanent ou fréquent,</li><li>- les zones à risque occasionnel,</li><li>- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.</li></ul><br>Le zonage des installations est réalisé selon les dispositions de la directive 1999/92/CE du 16 décembre 1999, dite ATEX. Il est porté à connaissance de l'organisme en charge de la vérification des installations électriques. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté le plan ETARE établi en collaboration avec le SDIS. Ce document contient notamment des plans qui permettent de localiser les zones d'activités et de stockages des produits à risques. Ces derniers sont identifiés sur ces plans par leur code ONU (des fiches descriptives en annexe permettent de faire le lien entre le code ONU et la nature du produit).<br><br>Concernant les produits chimiques et selon les déclarations de l'exploitant, il n'existe pas sur site de stockage de produits nécessitant une régulation en température afin de prévenir les risques. Ainsi, dans les conditions normales de température, les produits stockés ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'émissions atmosphériques dangereuses.<br><br><b><u>Non conformité :</u></b><br>La lecture de ce document a permis de constater qu'il n'est pas à jour : <ul style="list-style-type: none"><li>- il ne fait pas apparaître certains nouveaux bâtiments exploités,</li><li>- une cuve GPL n'existe plus,</li><li>- le trichloroéthylène n'est plus utilisé.</li></ul> Une mise à jour doit être effectuée sous un délai de 6 mois.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois  |

## N° 2 : Étiquetage des produits chimiques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Connaissance des produits  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :<br>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.  |
| <b>Constats :</b><br>Au cours de la visite, les FDS de deux produits ont été examinées :<br>- Produit de type peroxyde organique solide, entreposé dans l'atelier Addiplast, produit susceptible d'être à l'origine d'émission de composés dangereux si $t^{\circ}\text{C} > 80^{\circ}\text{C}$ . La FDS signale également d'éviter les températures $< 0^{\circ}\text{C}$ mais sans indiquer que le produit présenterait un danger (elle indique simplement de contacter le fabricant).<br>- produit de la famille des polyfluorures de vinylidène (produit solide susceptible d'être à l'origine d'émissions de HF si $t^{\circ}\text{C} > 350^{\circ}\text{C}$ ), entreposé dans la zone de stockage d'Addikem.<br><br>Pour le produit de type peroxyde organique solide, l'étiquetage (pictogramme, mentions de dangers, conseils de prudence) présent sur le produit correspond à la FDS.<br><br>Pour le produit de la famille des polyfluorures de vinylidène, absence de pictogramme, de mentions de dangers et de conseils de prudence aussi bien sur la FDS que sur l'étiquette du produit. A noter toutefois une différence sur la température seuil de décomposition et d'émission de HF : la FDS mentionne $350^{\circ}\text{C}$ alors que l'étiquette du produit indique $315^{\circ}\text{C}$ .<br><br>Les consignes de sécurité mises en place par l'exploitant retiennent une possibilité de dégagement d'HF entre $300$ et $350^{\circ}\text{C}$ . |
| <b>Observations :</b> L'inspection invite l'exploitant à signaler au fournisseur du produit de type polyfluorure de vinylidène la différence de température de décomposition entre la FDS et l'étiquette du produit.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 3 : Fiche de données de sécurité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5  |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Connaissance des produits  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.<br><br>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.<br><br>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures |

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

**Constats :**

L'exploitant a été en capacité de présenter les FDS des produits mis en œuvre, aussi bien sur le site Addiplast que Addikem. Ces dernières sont archivées sur le réseau informatique et sont accessibles à tout le personnel. La liste est importante et il faut connaître la référence exacte du produit entreposé pour identifier la FDS correspondante (Cas par exemple d'un produit retenu au cours de la visite : plusieurs FDS étaient disponibles en fonction du fournisseur. Pour identifier le fournisseur, un examen visuel de l'étiquette du produit sur le lieu de stockage est nécessaire). L'exploitant a indiqué que cette gestion pourra être améliorée avec la mise en place du nouvel ERP.

Une personne travaillant dans les laboratoires est en charge de la mise à jour de la base de données des FDS. Pour qu'un nouveau produit puisse entrer sur le site, la FDS devra avoir été reçue au préalable, analysée et codifiée dans la base de données interne. Sans cela, la réception du produit est impossible.

Pour ce qui concerne les EPI, la consigne de base, dès manipulation de produits pulvérulents, est de porter des gants et un masque de protection contre les poudres.

Lors des éditions des ordres de fabrication, l'exploitant a la possibilité de rajouter des messages de prévention liés aux produits à mettre en œuvre (cas par exemple de produits nécessitant le port d'EPI spécifiques).

Remarque : la FDS du produit de type polyfluorure de vinylidène précise qu'un jet d'eau à grand débit est un moyen inapproprié en cas d'incendie : bien que la FDS soit présente, cette consigne n'était pas clairement accessible au niveau du poste de travail. Les moyens d'extinction présents à proximité sont des RIA et des extincteurs.

**Observations :** Sous un délai de 6 mois et en lien avec le nouvel ERP, l'exploitant mettra en place une organisation permettant d'accéder aux FDS des produits en stock sans avoir à se rendre physiquement sur le stock pour identifier le produit réellement entreposé.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera que les consignes délivrées aux opérateurs intègrent les prescriptions spécifiques des FDS (cf cas identifié pour les moyens d'extinction à mettre en œuvre pour le produit de type polyfluorure de vinylidène).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Etat des stocks de produits chimiques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  |
| <b>Constats :</b><br>A partir de l'ERP et pour une référence de produit connue, l'exploitant est en capacité de donner la quantité entreposée à un instant t et la zone de stockage.<br>Mais, il n'est pas en capacité d'éditer un état permettant de donner le stock général des produits sur l'ensemble du site et les dangers associés.<br>Il a précisé que cette situation sera améliorée avec la généralisation du nouvel ERP.<br><br>Cet état ne fait pas lien avec le classement des produits au titre de la nomenclature des installations classées.<br><br>Par ailleurs, au cours de la visite et d'après l'état des stocks disponible à partir de l'ERP, l'exploitant a été en capacité d'indiquer que le produit de type polyfluorure de vinylidène était entreposé au niveau du local de stockage Addikem. Mais, au niveau du local, le positionnement exact du produit au sein des différents racks de stockage n'étant précisé, l'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer rapidement où était situé le produit. |
| <b>Observations :</b> Sous un délai de 6 mois, l'exploitant devra faire évoluer les extractions de son ERP afin d'être en capacité d'éditer à chaque instant un état des stocks de l'ensemble des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des ICPE. La référence produit ne doit pas être l'unique donnée d'entrée pour obtenir cet état. Il veillera à ce que cet état lui permette d'identifier rapidement la zone précise de stockage des produits.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.<br>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li></ul> |

|   |
|---|
| <p>– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La visite des installations a permis de constater que les produits liquides susceptible d'entraîner une pollution du sol sont positionnés sur rétention.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>  |

#### N° 6 : Modification des conditions d'exploitation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/07/2021, article 181-46-II</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La visite des installations a permis de constater qu'Addiplast exploite un nouveau bâtiment à usage de stockage. Il est situé à proximité immédiate du site réglementé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2005. Selon les informations fournies par l'exploitant, le volume entreposé au sein de ce nouveau bâtiment dépasse en lui même le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2662.</p> <p>Le 8 octobre 2019, l'exploitant avait porté à la connaissance de monsieur le préfet de la Haute-Loire ce projet. Par rapport daté du 19 juin 2020, l'inspection des installations classées avait rappelé à l'exploitant la nécessité de déposer un dossier dans le cadre de cette augmentation des capacités de stockage.</p> <p>A la date de la visite, objet du présent rapport, aucun dossier en réponse au rapport de l'inspection du 19 juin 2020 n'a été déposé.</p> <p>Suite aux dernières évolutions de la nomenclature des installations classées, les activités exercées par Addiplast relèvent du régime de l'enregistrement mais restent toutefois réglementées par un arrêté préfectoral d'autorisation, complété par les dispositions des arrêtés ministériels applicables aux installations.</p> <p>L'entreprise Addiplast appartient à Groupe Addiplast, tout comme l'entreprise voisine Addikem. La visite des installations a permis de constater certains liens entre les deux entreprises : par exemple, l'ERP permet de connaître les stocks de produits des deux entreprises. Chaque entreprise dispose de son propre SIRET.</p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a questionné l'inspection sur les possibilités de ne considérer qu'un seul site (Addiplast + Addikem) au titre de la réglementation des installations classées.</p> <p><b>Non conformité :</b></p> <p>Les conditions d'exploitation du site Addiplast ont été modifiées, la surface exploitée a été étendue et l'augmentation des quantités entreposées dépasse en elle-même le seuil du régime de</p> |



l'enregistrement au titre de la rubrique 2662. Les activités du site sont réglementées par un arrêté préfectoral d'autorisation.

A la date de rédaction du présent rapport, l'exploitant n'a pas demandé à ce que ses installations soient régies par le régime de procédure de l'enregistrement. Aussi, en application de l'article R 122-2 du code de l'environnement, cette modification est au préalable soumise à la procédure de l'examen au cas par cas.

En conséquence, il est proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire, en application de l'article L 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société Addiplast de déposer sous un délai de 6 mois un dossier de porter à connaissance établi en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement accompagné d'une demande d'examen au cas par cas établie en application de l'article R 122-3-1 du code de l'environnement. Ce dossier doit être accompagné de tous les éléments nécessaires d'appréciation (évolution des impacts et des dangers, conformité aux arrêtés ministériels applicables, plans...).

Si l'exploitant souhaite que ses installations bénéficient du régime de procédure de l'enregistrement, il le précisera explicitement et le dossier sera alors déposé en application de l'article R 512-46-1 du code de l'environnement.

En fonction de la stratégie qui sera mise en œuvre par l'exploitant, cette demande pourra couvrir :

1 - Uniquement le périmètre exploité par Addiplast. Dans ces conditions l'exploitant devra veiller au respect de l'ensemble des textes applicables à Addiplast, Addikem étant considéré comme un tiers. Aucun lien de connexité ne devra être présent entre les deux sites (séparation des alimentations en énergie et utilités, activités et stockages distincts, absence d'effets dominos, séparation des réseaux d'eaux usées et pluviales, maîtrise de la gestion des accès, etc...).

2 - La totalité du périmètre exploité par les entreprises Addiplast et Addikem. Dans ces conditions, une entreprise (Addiplast ou Addikem ou autre société qui serait constituée) devra prendre la responsabilité de l'ensemble des activités exercées au sein de ce périmètre au titre du code de l'environnement.

|  |
|--|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                            |